

Bagnole, le 17 mai 2010

COMMUNIQUE DE PRESSE n°016-2010

Document d'orientation sur les retraites : Poursuivre la mobilisation !

L'UNSA a pris connaissance du « document d'orientation sur la réforme des retraites » publié par le gouvernement. Ce dernier mélange principes généraux, prises de position tranchées et imprécisions.

L'UNSA rappelle qu'à l'ouverture de la concertation, le gouvernement excluait toute hypothèse d'élargissement du financement des retraites. Aujourd'hui, une contribution à la solidarité, échappant au bouclier fiscal, est annoncée pour les hauts revenus et ceux du capital. L'UNSA y voit la prise en compte d'une de ses revendications.

Pour autant, tout autre élargissement du financement continue à être rejeté par principe. Prisonnier de cette logique, le gouvernement concentre donc l'essentiel de son projet de réforme sur des mesures d'âge : recul de l'âge légal au-delà de 60 ans, hypothèse d'allongement de la durée d'assurance pour avoir une retraite à taux plein.

Pour l'UNSA, en l'état actuel du marché du travail pour les seniors, l'allongement de la durée du travail signifierait en fait, très majoritairement, un allongement de la durée du chômage. Pour ces salariés, ces mesures aboutiraient donc à une baisse du montant de leurs futures pensions. Elles ne permettraient pas davantage, à elles seules, de garantir la pérennité financière du système (cf dernier document du COR).

L'UNSA note que le document gouvernemental reconnaît l'importance des questions touchant à la pénibilité et au travail des seniors. Mais elle ne peut que déplorer la faiblesse des propositions pour les faire avancer concrètement.

Enfin, l'UNSA constate que les mesures injustes visant à modifier le mode de calcul de la pension des fonctionnaires et des salariés des régimes spéciaux ne figurent pas dans le document. Pour l'UNSA, sur ce dossier, il s'agit désormais de sortir définitivement de l'ambiguïté.

Au total, le document d'orientation ne garantit en rien la pérennité de notre système de retraite par répartition. A contrario, il contient même des mesures susceptibles d'aggraver la situation des salariés et des futurs retraités.

Le gouvernement annonce désormais l'ouverture d'une nouvelle phase de la concertation. C'est l'occasion de poursuivre notre action. L'UNSA appelle donc les salariés à participer massivement à la journée intersyndicale de mobilisation du 27 mai.